

Interpellation présentée par le député:

M. Georges Letellier

Date de dépôt: 13 février 2004

Interpellation urgente écrite **Immeuble pour les requérants et les pérégrinations de la BCGe**

Certains journaux ont écrit que le fameux immeuble du 41 avenue de la Praille que devait acheter l'Hospice Général pour CHF 6.500.000.- (alors que, au passage, il n'avait été expertisé que CHF 4.400.000.-) était le gage, au temps de la « splendeur » de la Banque Cantonale de Genève (BCGe), d'un prêt octroyé par ladite banque à hauteur de CHF 21.000.000.-.

Si l'importance du prêt octroyé en son temps par la Banque Cantonale de Genève (BCGe) est exact, le Conseil d'Etat devrait pour le moins profiter de l'occasion qui lui est aujourd'hui offerte pour s'enquérir des raisons qui ont permis à la banque d'octroyer un prêt si disproportionné avec la valeur réelle connue aujourd'hui de la garantie offerte, notamment de savoir si des expertises complaisantes sur l'immeuble concerné ont été requises ou offertes par/à la banque lors de l'octroi du prêt, de rechercher ou faire rechercher éventuellement les responsables d'actes délictueux commis dans le cadre de cette affaire (notamment commissionnement occulte), si ceux-ci ne font pas déjà partie de la charrette des inculpés déjà connus.

Le contribuable genevois ne saura certainement jamais la vérité vraie sur le trou qui, au final, il aura dû combler en raison notamment de l'occultisme comptable qui entoure aujourd'hui volontairement cette affaire de la BCGe, car trop de responsabilités politiques sont en jeu, mais que le Conseil d'Etat, pour le moins, tente de rechercher les responsables d'actes délictueux, chaque fois qu'ils sont connus ou supputés être considérés comme tels, que ces responsables soient des politiques, des responsables de la banque ou des mandataires de celle-ci.

Ce n'est pas en faisant du médiatique autour de la responsabilité de la Commission fédérale des banques ou de la fiduciaire Ernst Young, médiatique visant à faire oublier la véritable responsabilité des politiques genevois dans cette affaire, que le contribuable connaîtra enfin la vérité sur ce que nos enfants appelleront la scandaleuse histoire de la débâcle de la BCGe, mais en recherchant les véritables responsables, à tous niveaux, y compris dans ce sérail politique que l'on veut protéger, mais où se trouvent les véritables responsables.